



DÉCLARATION FINALE

XIII CONFÉRENCE PERMANENTE DES SYNDICATS DES CAPITALES EUROPÉENNES

Rome, le 23-25 septembre 2013

Du 23 au 25 septembre 2013, dans le salon de l'Acquario Romano, a eu lieu la XIII Conférence des Syndicats des Capitales Européennes.

59 délégués de 24 syndicats et, en tant qu'observateurs, les représentants des syndicats de capitales de pays de proximité de Kiev, Minsk et Tunis y ont participé.

Le sujet de la conférence a été «La contribution et le rôle des syndicats territoriaux des Capitales dans le cadre de la stratégie Europe 2020 », dans le contexte du projet C.Re.A.T.E.S. financé par la Commission Européenne. Les partenaires du projet sont les syndicats des capitales européennes qui ont confirmé leur participation. Dans le cadre de ce projet on a envoyé un questionnaire à travers lequel on a suivi les structures et le degré de connaissance et de participation des syndicats territoriaux des capitales par rapport à la Stratégie Europe 2020.

Dans le cadre du sujet de la Conférence et du projet européen on a accompli les actions suivantes :

- 1°) on a repris les contacts avec l'Association des Entrepreneurs des Capitales Européennes – OPCE – déjà entamés au cours de la Conférence de Madrid de juin 2008, afin de partager connaissances et expériences, dans les régions des capitales européennes, pour favoriser la croissance économique et la création de postes de travail de qualité ;
- 2°) afin de rendre immédiatement identifiable le réseau informel des syndicats des capitales européennes, on a développé un acronyme – ECTUN- **E**uropean **C**apitals **T**rade **U**nions' **N**etwork (N.d.T. Réseau des Syndicats des Capitales Européennes) – et un logo correspondant ;
- 3°) on a développé un site internet du projet C.Re.A.T.E.S. qui servira de base pour le site d'ECTUN et contribuera à la visibilité interne et externe du réseau.

Du débat et de l'analyse des questionnaires il ressort ce qui suit :

- non tous les syndicats sont équipés en une structure territoriale de référence pour les régions des capitales. Compte tenu du caractère stratégique des régions des capitales ainsi que de l'importance des politiques syndicales territoriales, il serait opportun que la CES favorise l'établissement du syndicat territorial dans toutes les Organisations nationales membres.

- l'encouragement à chaque syndicat étant membre du réseau de mettre en place dans ses propres territoires, des actions concrètes dans le cadre de l'*économie verte* et du développement durable.



Pour ce qui est de la Stratégie Europe 2020, l'analyse des questionnaires démontre que, tout en considérant la valeur des objectifs généraux, presque toutes les organisations syndicales ne considèrent pas comme appropriés les outils identifiés par l'Union Européenne pour sa mise en place et conviennent sur la position exprimée à plusieurs reprises par la CES. La recherche a également souligné une opposition aux mesures d'austérité adoptées par les institutions nationales et locales qui sont considérées comme les responsables de l'aggravation des conditions sociales et de travail. Les mesures d'austérité menacent les droits des travailleurs et des citoyens représentés par nos organisations syndicales et les grandes disparités, la concentration de la richesse et l'augmentation conséquente de la pauvreté reviennent sous leur responsabilité.

Les territoires des villes capitales ont été frappés par une crise financière et économique sans égaux avec des effets fortement négatifs sur les travailleurs, les retraités, les citoyens ainsi que sur les taux d'emploi, notamment pour les groupes défavorisés et les femmes (jeunes, immigrés, etc.). Les mesures d'austérité adoptées même à l'échelle locale frappent le droit au travail, la solidarité et le dialogue social. Le modèle du welfare qui a depuis toujours caractérisé l'Union Européenne est attaqué lui aussi.

Voilà pourquoi, il est nécessaire d'asseoir la coopération entre les organisations syndicales dans les villes capitales, dans le but de faire face de concert aux effets découlant de ces politiques et améliorer les conditions de travail et de vie de nos villes capitales. Cela est nécessaire également pour renforcer le modèle de développement durable et d'une croissance future économique et du travail que nous souhaitons et demandons avec force qu'elle soit équitable, juste et qui produise du bon emploi.

La conférence de 2014 aura lieu à Vilnius. Une candidature a été avancée par le syndicat de Lisbonne pour la conférence de 2015.